



PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD - PAS-DE-CALAIS - PICARDIE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Unité Départementale du Hainaut  
Parc d'Activités de l'Aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes Cedex

Affaire suivie par Mélanie BERGHE  
melanie.berghe@developpement-durable.gouv.fr

Téléphone : 03.27.21.05.15  
Télécopie : 03.27.21.00.54

Référence : ML/V2.2016.069

Prouvy, le 16 février 2016

**RAPPORT DE L'INSPECTION  
DE L'ENVIRONNEMENT  
(SPECIALITE INSTALLATIONS CLASSEES)  
POUR PASSAGE AU CODERST**

-----  
**BARILLA France à ONNAING**  
-----

**OBJET** : Société BARILLA France à ONNAING ;  
Demande de modification de prescriptions.

**REFERENCE** : Courriers de l'exploitant des 23 octobre, 11 et 22 décembre 2015 et du 2 février 2016.

**N°S3IC** : 070.02278.

**P.J.** : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

**I. DEMANDEUR**

Raison sociale : BARILLA France

Siège social : Immeuble HORIZONS  
30 cours de l'Île Seguin  
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Adresse de l'établissement : Parc d'Activités de la Vallée de l'Escaut  
59264 ONNAING

Contact dans l'entreprise : Antoine CROQUETTE – Directeur du site

Activité principale : Boulangerie – viennoiserie industrielle.

**II. OBJET DE LA DEMANDE**

La Société BARILLA France sollicite la modification de son arrêté sur les thèmes suivants :

- adaptation d'une ligne existante de fabrication de viennoiseries en vue de la production d'une nouvelle gamme de produits chocolatés et de pains,
- adaptation de la station existante de traitement des eaux usées industrielles en vue de respecter les seuils de rejets des eaux industrielles de la convention de rejet du SOVIQUA,
- renforcement de la défense incendie du site avec l'ajout de poteaux incendie,
- délai de transmission du bilan annuel des déchets.

Barilla\_Onnaing\_RAPCO\_070.02278\_16022016

### III. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

La société BARILLA FRANCE SAS résulte du rachat d'HARRY'S, spécialiste de la boulangerie et de la viennoiserie, par BARILLA, groupe italien spécialisé dans l'alimentaire, entre 2003 et 2009, puis leur fusion en 2010. Le site d'Onnaing, construit en 1996, produit actuellement de la boulangerie et de la viennoiserie sur 3 lignes de production.

Cette activité a été autorisée par arrêté préfectoral du 25 mars 1996, modifié depuis notamment par l'arrêté préfectoral du 9 février 2004 autorisant l'extension de l'unité de fabrication de boulangerie préemballée.

### IV OBSERVATIONS ET AVIS DE L'INSPECTION

- Adaptation d'une ligne existante de fabrication de viennoiseries en vue de la production d'une nouvelle gamme de produits chocolatés et de pains.

Les modifications consistent en des adaptations physiques et techniques de la ligne.

Hormis un réagencement physique et technique de la ligne 3, il n'y a pas d'évolution concernant les zones et les volumes de stockage ni de nouvelles matières présentant des dangers spécifiques. Il n'y a pas d'augmentation des impacts et des dangers au vu des éléments du dossier.

Aussi, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) émet un avis favorable à la demande de l'exploitant.

- Adaptation de la station existante de traitement des eaux usées industrielles en vue de respecter les seuils de rejets des eaux industrielles de la convention de rejet du SOVIQUA.

Dans le cadre de la révision de la convention de déversement des eaux dans le réseau de la ZAC d'Onnaing, le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la région d'Onnaing Vicq Quarouble (SOVIQUA) a demandé aux exploitants industriels de mettre fin aux rejets industriels autres que domestiques dans son réseau eaux usées.

Les rejets des eaux usées autres que domestiques doivent être acheminés vers le réseau d'eaux pluviales et industrielles de la zone sous réserve du respect des valeurs limites réglementaires.

L'installation existante a été complétée par une infiltration par membranes.

Les prescriptions doivent donc être adaptées pour les rejets qui étaient auparavant dirigés vers une station urbaine et qui le sont maintenant vers le réseau eaux pluviales et industrielles du SOVIQUA. Les valeurs fixées par le SOVIQUA sont :

PARAMETRES	Prescriptions en vigueur CONCENTRATIONS MAXIMALES (en mg/l)	Prescriptions futures CONCENTRATIONS MAXIMALES (en mg/l)	Prescriptions en vigueur FLUX MAXIMUM (en kg/j)	Prescriptions futures FLUX MAXIMUM (en kg/j)
MeS	250	35	12.5	1.75
DCO	500	100	25	5
DBO <sub>5</sub>	250	25	12.5	1.25
Azote kjeldahl	30	15	1.5	0.75
Phosphore total	20	2	1	0.1
Graisses	20	2	1	0.1

Les résultats des dernières semaines des rejets aqueux sont les suivants :

Semaine	OBJECTIF	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Concentration MES en mg/l	35	5	4	4	2	4	4	4	6	4	33	6	15	4	4	8	10	9	4
Concentration DCO en mg/l	100	50	31	39	32	39	43	45	52	35	56	5844	1098	168	93	53	96	109	82
Concentration DBO <sub>5</sub> en mg/l	25	3.9	3	2.5	2.2	2.5	6.3	5.8	6.9	2.4	7	2970	420	1.5	8	19	14	10	6
Concentration NTK en mg/l	15	2	1	1	4	1.5	1.5	1	2	1.5	6	4.5	4	3	1	1	1	3	1.5
Concentration P total en mg/l	2	0.06	0.55	0.33	0.39	0.08	0.09	0.19	0.13	0.38	0.23	0.3	0.44	0.51	0.48	0.35	0.66	0.84	0.76
Concentration Graisses en mg/l	2	<10	<10	<10	<10	<10	<10	<10	<10	2	2	3	6	8	3	2	2	2	2

Semaine	OBJECTIF	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Flux MES en kg/j	1,75	0.0	0.1	0.0	0.0	0.1	0.0	0.1	0.1	0.1	0.7	0.0	0.1	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.0
Flux DCO en kg/j	5	0.4	0.6	0.3	0.6	0.5	0.4	1.1	0.5	0.7	1.2	40.9	9.9	1.0	1.1	0.4	1.1	1.6	1.0
Concentration DBO <sub>5</sub> en kg/j	1,25	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.0	0.1	20.8	3.8	0.0	0.1	0.2	0.2	0.2	0.1
Concentration NTK en kg/j	0,75	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Concentration P total en kg/j	0,1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Concentration Graisses en kg/j	0,1	0.1	0.2	0.1	0.2	0.1	0.1	0.3	0.1	0.2	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

Un problème d'entretien de la membrane en semaine 46 a conduit à des dépassements en semaine 46, 47 et 48. La membrane est désormais nettoyée avec une fréquence hebdomadaire. Les résultats de mesures se sont ensuite nettement améliorés.

Aussi, l'Inspection de l'environnement (spécialité installations classées) propose d'autoriser l'établissement à basculer son rejet d'eaux industrielles vers le réseau d'eaux pluviales et industrielles de la zone d'activité sous réserve du strict respect d'un entretien suivi de la membrane.

- Renforcement de la défense incendie du site avec l'ajout de poteaux incendie.

L'exploitant souhaite ajouter 7 poteaux incendie, séparer son réseau d'adduction en eau potable de process et incendie.

Ces modifications renforceront la défense incendie du site et permettront de mieux suivre la consommation d'eau pour le procédé et pour les besoins incendie.

L'Inspection propose de donner une suite favorable à cette demande.

- Evolution de la nomenclature

La nomenclature a évolué suite à parution du décret n° 2013-1205 du 14 décembre 2013.

La principale modification pour la société concerne la rubrique 2220 (Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale) faisant passer le régime de classement des installations de l'établissement de l'autorisation à l'enregistrement.

Ce projet d'arrêté intègre cette modification et l'ajout des nouvelles rubriques 4000.

- Bilan déchets

L'exploitant sollicite un délai supplémentaire pour la production de son bilan annuel des déchets. L'arrêté préfectoral du 09/02/2004 modifié impose une transmission au 15 janvier de l'année N+1 pour le bilan de l'année N.

L'Inspection de l'environnement (spécialité installations classées) considère en effet que le délai est très court pour la transmission du document sachant que certains déchets nécessitent l'attente du retour du bordereau de suivi de déchet pour être pris en cause.

L'Inspection propose de donner une suite favorable à cette demande avec un nouveau délai fixé au 1<sup>er</sup> avril.

- Modification initiée par l'Inspection

L'arrêté de prescriptions de la société BARILLA FRANCE fixe des valeurs limites pour les rejets d'eaux pluviales, mais ne prescrit pas de surveillance de la qualité des rejets. Aussi, l'Inspection propose de fixer une fréquence annuelle pour la surveillance de ce rejet.

## **V. PROPOSITIONS DE SUITES ADMINISTRATIVES**

Au regard des éléments développés dans le présent rapport, l'Inspection de l'environnement (spécialité installations classées) propose au préfet du Nord de soumettre le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe, à l'avis des membres du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

L'Inspection propose au préfet et aux membres du CODERST d'y donner une suite favorable.

Ce projet a été adressé à l'exploitant pour observations éventuelles le 2 février 2016. Ce dernier n'a pas émis de remarques.

L'inspecteur de l'environnement  
(spécialité Installations Classées),



**Mélanie BERGE**

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet de la Région Nord Pas-de-Calais Picardie, Préfet du Nord –  
DIPP/BICPE - 12-14, rue Jean Sans Peur 59039 LILLE Cedex

Prouvy, le **18 FEV. 2016**  
P/Le Directeur et par délégation,  
P/La Cheffe de l'Unité Départementale du Hainaut, par intérim



Richard PREUVOT



PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD – PAS-DE-CALAIS - PICARDIE

**PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE**  
**SOCIETE BARILLA France à ONNAING**

Le Préfet de la région Nord – Pas-de-Calais - Picardie  
Préfet du Nord  
Commandeur de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment son article R 512-31,

Vu l'arrêté préfectoral du 25 mars 1996 autorisant la Société Européenne de Viennoiserie à exploiter une unité de fabrication de viennoiseries à Onnaing,

Vu la déclaration du 11 juillet 2002 de la Société HARRY'S France par laquelle celle-ci signale à la préfecture du Nord la transmission universelle de patrimoine par opération de dissolution sans liquidation de la Société Européenne de Viennoiserie auprès de sa maison mère HARRY'S France,

Vu l'arrêté préfectoral du 9 février 2004 accordant à la SA HARRY'S France l'autorisation d'étendre l'unité de fabrication de boulangerie préemballée exploitée à Onnaing,

Vu le donner acte de changement d'exploitant du 13 octobre 2011 de HARRY'S France vers BARILLA France,

Vu l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2012 imposant à la société BARILLA FRANCE des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à Onnaing,

Vu la convention de rejet du 2 juillet 2013 entre le SOVIQUA et BARILLA FRANCE,

Vu le porter à connaissance de l'exploitant du 23 octobre 2015,

Vu le courrier de l'exploitant du 11 décembre 2015 fournissant les résultats d'analyses d'eaux résiduelles,

Vu le courrier de l'exploitant du 22 décembre 2015 concernant la mise à jour des rubriques de la nomenclature des installations classées et la mise à jour du dossier de déclaration pour la rubrique 1185,

Vu le courrier de l'exploitant du 2 février 2016 concernant le délai de la transmission du bilan annuel des déchets.

Vu le rapport de l'Inspection de l'environnement (spécialité installations classées) du XXXXXXXXX

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du XXXXXX,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRETE

Article 1<sup>er</sup> – Objet

La société BARILLA France, dont le siège social est situé Immeuble HORIZONS, 30 cours de L'Ile Seguin à BOULOGNE BILLANCOURT (92100) doit respecter les modalités du présent arrêté pour son site d'Onnaing situé parc d'activités de la vallée de l'Escaut.

Article 2 –

Le tableau de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 février 2004 susvisé est remplacé par le tableau suivant arrêté.

Rubrique	Libellé en clair de l'installation	Capacité maximale autorisée	Régime *
2220 B -2-a	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc., à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles, et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes. B. Autres installations que celles visées au A 2. Autres installations : a) Supérieure à 10 t/j	Quantité de produits entrants : 82,5 t/j	E
2221-B-1	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, mais y compris les aliments pour les animaux de compagnie. B. Autres installations que celles visées au A, la quantité de produits entrant étant : - supérieure à 2 t/j	Quantité de produits entrants : 8 t/j	E
1510-3	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des), à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public	Volume des entrepôts : 19 220 m <sup>3</sup>	DC
1532-3	Bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant 3. Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> .	Quantité stockée (palettes) : 2 000 m <sup>3</sup>	D
2910-A 2	Combustion : lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion,	Puissance thermique maximale : 3,71 MW Combustible : gaz naturel	DC

Rubrique	Libellé en clair de l'installation	Capacité maximale autorisée	Régime *
	des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW		
2925	Atelier de charge d'accumulateurs	Puissance maximale de courant continu utilisable : 10,4 kW	NC
2160-1	Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables :	Volume total de stockage : 325 m <sup>3</sup>	NC
2560	Travail mécanique des métaux et alliages	Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation : 9,5 kW	NC
4802-2a	Fabrication, emploi ou stockage de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou de substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009. 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Equipements de capacité unitaire supérieure à 2 kg Total : 712 kg (antériorité issue de l'ancienne rubrique 1185)	DC
1450	Solides inflammables (stockage ou emploi de).	6 kg de produits de maintenance	NC
4320	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	70 kg de produits de maintenance	NC
4321	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	50 kg de produits de maintenance	NC
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	22 T d'aromes et de produits de nettoyage de ligne de production et de produits de maintenance	NC
4441	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3.	200 kg de produits de nettoyage de ligne de production	NC
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	900 kg de produits de nettoyage de ligne de production et de produits de maintenance	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.	50 kg de produits de nettoyage de ligne de production et de produits de maintenance	NC

\* E (Enregistrement) D (Déclaration) DC (soumis au contrôle périodique) ou NC (Non Classé)

### Article 3 –

L'article 6.3 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 1996 susvisé est modifié par l'article suivant :

#### **« 6.3. - Entretien et suivi des installations de traitement**

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les débourbeurs-déshuileurs seront notamment nettoyés au minimum deux fois par an. Les principaux paramètres permettant de

s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement (ou en continu avec asservissement à une alarme).

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection de l'environnement (spécialité installations classées).

Pour le traitement des eaux, la membrane doit être entretenue à une fréquence hebdomadaire. Ces entretiens sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection de l'environnement (spécialité installations classées). Le délai entre deux entretiens ne devra pas dépasser 10 jours.

».

#### Article 4 –

L'article 8.5 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2004 susvisé est modifié par l'article suivant :

#### **« 8.5. – Localisation des points de rejet**

Le réseau d'assainissement du site est de type séparatif.

L'émissaire 1 correspond à un rejet d'eaux pluviales de toitures et de voiries de l'établissement. Les eaux de voiries, avant d'être rejetées, sont traitées par un débourbeur-déshuileur.

L'émissaire 2 correspond au rejet des eaux résiduaire issues de la station de prétraitement des rejets industriels.

Les émissaires 1 et 2 se rejoignent avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales et industrielles de la zone d'activité.

L'émissaire 3 correspond à un rejet d'eaux vannes. Ce rejet est évacué dans le réseau d'assainissement de la zone.

Le site dispose donc de 2 points de rejets finaux. »

#### Article 5 –

L'article 9.4 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2004 susvisé est modifié par l'article suivant :

#### **« 9.4. – Eaux résiduaires (émissaire 2)**

##### *9.4.1. Débit*

DEBIT	Valeur limite
Débit maximal journalier	50 m³/j
Débit maximal horaire	20 m³/h

##### *9.4.2. Température, pH et couleur*

La température des effluents rejetés est inférieure à 30° C et leur pH est compris entre 6 et 8.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l.

##### *9.4.3. Substances polluantes*

Les effluents de l'émissaire 2 doivent respecter les valeurs limites suivantes émanant de la convention de rejet du 2 juillet 2013 entre le SOVIQUA et l'exploitant :

PARAMETRES	CONCENTRATION MAXIMALE(en mg/l)	FLUX MAXIMAL (en kg/j)
MeS	35	1.75
DCO	100	5
DBO5	25	1.25
Azote kjeldahl	15	0.75



Phosphore total	2	0.1
Graisses (MEH)	2	0.1

»

**Article 6 –**

L'article 11.1 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2004 susvisé est modifié par l'article suivant :

**« 11.1. - Autosurveillance**

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées dans les conditions fixées ci-après.

**EAUX PLUVIALES (EMISSAIRE 1) :**

SUBSTANCES	Fréquence d'analyse
MeS	annuelle
DCO	
DBO <sub>5</sub>	
Azote global	
Phosphore total	
Hydrocarbures totaux	
Matières grasses	

**EAUX RESIDUAIRES (EMISSAIRE 2) :**

PARAMETRES	FREQUENCE
pH	En continu
DBO <sub>5</sub>	Hebdomadaire
MeS	Hebdomadaire
DCO	Hebdomadaire
Azote kjedahl	Hebdomadaire
Phosphore total	Hebdomadaire
Graisses	Hebdomadaire

»

**Article 7**

L'article 11.4 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2004 susvisé est remplacé par l'article suivant :

**« 11.4. - Transmissions des résultats d'autosurveillance**

Un état récapitulatif mensuel des résultats des mesures et analyses imposées aux articles 11.1. et 11.2. ci-avant doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) via l'application GIDAF.

Ils doivent être accompagnés en tant que de besoin de commentaires sur les causes de dépassement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. »

**Article 8**

Le dernier alinéa de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2004 susvisé est modifié comme suit :

« L'exploitant transmet à l'Inspection de l'environnement (spécialité installations classées) pour le 1<sup>er</sup> avril de chaque année le bilan annuel récapitulatif de l'ensemble des informations indiquées ci dessus avec une distinction explicite des déchets d'emballage, les déchets produits au titre de l'année précédente. »

**Article 9 – Sanctions**

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

Article 10 – Délais et voies de recours

Article 11 – Décision et notification